

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS
(CCAP)****(CCAP N° DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-25-045)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF)
Direction des Routes Île-de-France (DiRIF)

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la
région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril
2023).

Objet du marché

Réfection de la Tranchée Couverte du Landy sur l'A1 à Saint-Denis – PHASE 2

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	7
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	12
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	12
1-6. Dispositions générales.....	12
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	17
1-8 Ordres de service.....	17
1-9. Prolongation des délais.....	17
1-10 Propriété Intellectuelle.....	18
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	19
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	24
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	24
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	24
3-3. Variation dans les prix.....	30
3-4. Modalités particulières de paiement.....	32
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	33
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	33
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	33
4-1. Délai de réalisation.....	34
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	35
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	36
4-4. Autres pénalités.....	38
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	41
5-1. Retenue de garantie.....	41

5-2. Avances.....	42
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	43
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	43
6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	43
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	43
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	43
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	44
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	44
7-4. Piquetage général.....	44
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	45
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....	45
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	45
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	47
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	47
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	47
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	50
8-6. Registre de chantier.....	51
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	52
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	52
9-2. Réception.....	52
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	53
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	53
9-5. Documents fournis après exécution.....	53
9-6. Délai de garantie.....	54
9-7. Garanties particulières.....	54
ARTICLE 10. RESILIATION.....	54
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	55
11-1. Le nombre d'heures à réaliser.....	56
11-2. Engagements du Titulaire en matière d'insertion sociale.....	57
11-3. Mise en œuvre de l'action d'insertion sociale par le Titulaire.....	57
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	60

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les travaux faisant l'objet du présent marché concerne la phase 2 de la réfection de la Tranchée Couverte du Landy sur l'A1 à Saint-Denis.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Descriptif et localisation des travaux :

Les réparations prévues se situent au niveau de la tranchée couverte du Landy dans la commune de Saint-Denis, dans les zones suivantes :

1) la zone au-dessus de la tranchée couverte, après la rue de la Montjoie, comprenant du sud au nord les ouvrages concernés suivants :

- le pont Montjoie ;
- le pont des Blés ;
- le pont Amilcar Cabral ;
- la dalle du Landy Sud ;
- le pont (dalle) de Soissons, au croisement de plusieurs routes départementales et d'un pont ferroviaire ;
- les plots 33, 34 et 38

Les travaux consistent :

Traitement des joints de piédroit et des joints transversaux, des ouvrages ci-dessus :

- préparation du support,
- repérage du vide du joint, sciage (des zones de dilatation) de trottoir et de l'enrobé de part et d'autre de l'emplacement du joint ;
- mis à nu du béton de la structure et repiquage ou sablage du support, évacuation des matériaux constitutifs, création de la réservation ;
- sciage des éventuelles tiges d'ancrages de l'ancien joint ;
- préparation et nettoyage de la nouvelle réservation et du vide de dilatation ;
- réalisation de longrines de joint ou adaptation des longrines existantes ;
- côté ouvrage pose de drains et vérification de l'exutoire ;
- ragréage du support (tablier) béton ;

- point d'arrêt réception de la réservation (ou du béton support) ;
- réalisation de joints à Hiatus (joints de chaussée), de joints de parking (ou de trottoirs) et de joints au niveau des parcs (complexe de deux joints waterstop + type SOPREMA),
- point d'arrêt (démontage des bras de pose, mise en place des profilés et peignes, serrage fixation cachetage, nettoyage du chantier) ;
- dépose / pose de marches d'escaliers, de mobiliers urbains,...

Enlèvement des trottoirs, bordures et mobiliers urbains, puis reconstitution

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud,
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Réfection de l'étanchéité :

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud,
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Dépose des enrobés et mise en œuvre d'un nouvel enrobé

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud, (parking transformé en parc)
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Dépose / Reconstitution des terres, végétation :

- Dalle du Landy Sud, (parking transformé en parc)
- Plots 33, 34 et 38,

Démolition et reconstitution, après réfection de l'étanchéité, du renformis en béton au niveau des dalles :

- La dalle du Landy Sud, sous les trottoirs uniquement
- Le tablier (dalle) du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Au niveau des issues de secours :

- Reprises de fissures;
- réalisation d'étanchéité en contre-pression.

Exploitation

- protection des différents franchissements (chaussée+trottoirs) par des dispositifs réglementaires,
- signalisation de chantier y compris la mise en place de toutes les mesures de dispositifs d'exploitation, et de protections des travaux le long des voies circulées,
- fourniture, pose, entretien et dépose des panneaux et des SMV nécessaires à la fermeture du réseau communal (Ville de Saint-Denis) sur les ouvrages suivants :
 - le pont Monjoie ;
 - le pont des Blés ;
 - le pont Amilcar Cabral ;
 - la dalle du Landy Sud ;
- fourniture, pose, entretien et dépose du dispositif de balisage permettant la neutralisation d'une voie sur le réseau départemental :
 - Pont de Soissons ;
 - Plots 33, 34 et 38,
- fourniture, pose, entretien et dépose des panneaux d'information.

L'exploitation sous chantier sera complexe pour les ouvrages situés dans la zone du Pont de Soissons qui voit se croiser plusieurs routes départementales, ainsi qu'un pont ferroviaire.

2) dans le tunnel, de jour ou de nuit, sous fermeture de la circulation

Les travaux sont les suivants :

- Réparation de la poutre à l'entrée du tunnel,
- Dépose puis remplacement de plaques anti-feu dans le tunnel,
- Curage de l'assainissement,
- Remplacement de certains regards du tunnel.

Les prestations font l'objet de tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Les marchés comportent une tranche ferme et, suivant les lots, au maximum 2 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Ouvrages Montjoie, Cabral, des Bles, parking du Landy.
Tranche optionnelle 1	Ouvrage de Soissons, Plots 33, 34 et 38
Tranche optionnelle 2	Issues de secours, travaux en tunnel

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot OA	Ouvrages d'art
Lot VS	Voirie Signalisation
Lot AP	Aménagements paysagers

Les travaux sont répartis par tranches comme suit :

	Tranche pour chaque lot		
Lot OA	Ferme	Optionnelle 1	Optionnelle 2
Lot VS	Ferme	Optionnelle	
Lot AP	Ferme	Optionnelle	

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

La Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement de l'Aménagement et des Transports par délégation du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

Les études de diagnostic (DIA) ;

Les études d'avant projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC).

est assurée par :

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF),

Département Ouvrages d'Art (DOA)

65, avenue Faïdherbe, 93 315 Le Pré-Saint-Gervais,

M.Fernando DIAS (Adjoint au Chef du Département Ouvrages d'Art, Chef de l'UTOA),

Téléphone : 01 49 15 43 09,

Courriel : Fernando.Dias@developpement-durable.gouv.fr

1-3.5. Contrôle technique

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire intervenir en cas de besoin tout bureau de contrôle ou expert pour le conseiller sur une question ayant trait aux travaux. Le financement de ce contrôle sera assuré par la Maîtrise d'Ouvrage. En cas de mal façon constatée, cette prestation sera facturée au prestataire.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

COBAT-COPREV SARL

PRC TERTIAIRE DU ROTOIS-Bât B – ROUTE DE OIGNIES

62710 COURRERES

Tel : 03 61 19 12 89

Mail : com@cobat-coprev.fr

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Cette mission est incluse dans la mission de la maîtrise d'oeuvre (voir article 1-3.4)

1-3.8. Autres intervenants

- Le gestionnaire des ouvrages à réparer:

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)
Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR)
Département Ouvrages d'Art (DOA)
Victor MARTINET
Chef de l'unité de Gestion Centralisée des Ouvrages d'Art
65 avenue Faidherbe, 93 315 Le Pré-Saint-Gervais
Tél : 01 49 15 43 21 / Mob : 06 60 47 45 01

- L'exploitant des ouvrages à réparer :

Arrondissement de Gestion et d'Exploitation de la Route Nord (AGER Nord)
Unité d'Exploitation de la Route de Saint-Denis
LALLEMAND Jean-Willem
1 rue du Bec-à-Loué, 93200 ST DENIS
Tel : 01 49 40 89 02
Port : 06 29 41 03 90
Mail : Jean-Willem.Lallemand@developpement-durable.gouv.fr

- Le gestionnaire des réseaux :

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)
Département de l'exploitation, du trafic et des Tunnels (DETT)
15-17 rue Olof Palme, 94 046 Créteil cedex

- Le contrôleur extérieur et réglementaire assuré par :

Direction Territoriale Île-de-France du Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA/DTER IDF)

- Établissement public territorial Plaine Commune : (exploitant voirie communale)

Pape Malang BIAYE
Responsable de secteur Plaine/Pleyel/Confluence/Ile-Saint-Denis
Tel : 01.49.33.62.38
Mail : PapeMalang.BIAYE@plainecommune.fr

- Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis : (exploitant voirie départementale)

Mohamed DJIKINE
Responsable de secteur Saint-Denis et Villetaneuse
DIRECTION DE LA VOIRIE ET DES DEPLACEMENTS
Tél : 01 43 93 96 62
mdjikine@seinesaintdenis.fr

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1. Le Directeur des Routes d'Île-de-France pour l'ensemble des actes administratifs et d'ordonnancement secondaire ne faisant pas l'objet d'une délégation de signature ;

2. Le chef du service (SGPR), du département (DOA), leurs adjoints ou les personnes désignées dans l'OS de démarrage (ou équivalent) pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2) ;
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;

Pour les besoins de l'exécution du marché, la personne physique désignée ci-après est habilitée à représenter le RMO auprès du titulaire :

Le chef du DOA

M. Guillaume DAMIEN (Chef du Département Ouvrages d'Art)

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF),

Département Ouvrages d'Art (DOA)

65, avenue Faidherbe, 93 315 Le Pré-Saint-Gervais,

Téléphone : 01 49 15 43 77 / 06 60 93 36 38

Courriel : Guillaume.Damien@developpement-durable.gouv.fr

pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec la personne publique (article 3.3 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à

l'exécution du marché dans le délai contractuel ;

- Signature des OS ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP.

1-4-2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les

six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

3 000 000,00 € au titre de la garantie décennale. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de

son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales pour les lots OA, VS et AP

Les conditions d'exécution des lots n° OA, VS et AP comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Lot	Conditions d'exécution
OA	Le candidat met en place un SOPRE comprenant entre autres une procédure de gestion des déchets qui trace les déchets produits sur le site de travaux. Il veille et donne les éléments qui démontrent son souci du respect de l'environnement; Dans son SOGED, le candidat décline les dispositions qu'il compte mettre en œuvre dans cet esprit ; Il annonce notamment la procédure qu'il compte mettre en place pour s'assurer du bon fléchage des déchets, sa contribution au quotidien au développement durable dans ses procédures, Les bons de décharge sont remis au maître d'œuvre.

Lot	Conditions d'exécution
VS	Le candidat met en place un SOPRE comprenant entre autres une procédure de gestion des déchets qui trace les déchets produits sur le site de travaux. Il veille et donne les éléments qui démontrent son souci du respect de l'environnement; Dans son SOGED, le candidat décline les dispositions qu'il compte mettre en œuvre dans cet esprit ; Il annonce notamment la procédure qu'il compte mettre en place pour s'assurer du bon fléchage des déchets, sa contribution au quotidien au développement durable dans ses procédures, ; Les bons de décharge sont remis au maître d'œuvre.

Lot	Conditions d'exécution
AP	Le candidat met en place un SOPRE comprenant entre autres une procédure de gestion des déchets qui trace les déchets produits sur le site de travaux. Il veille et donne les éléments qui démontrent son souci du respect de l'environnement; Dans son SOGED, le candidat décline les dispositions qu'il compte mettre en œuvre dans cet esprit ; Il annonce notamment la procédure qu'il compte mettre en place pour s'assurer du bon fléchage des déchets, sa contribution au quotidien au développement durable dans ses procédures ; Les bons de décharge sont remis au maître d'œuvre.

1-6.6. Gestion des avenants et prix nouveaux

Les prix provisoires sont notifiés par OS par les personnes qui seront habilitées à le faire en début de marché.

Cet OS sera signé par le MOA (le Chef du DOA).

Le titulaire peut émettre des réserves ou refuser les prix provisoires sous 15 jours à compter de la notification de l'OS.

Ces prix provisoires seront rendus définitifs par l'intermédiaire d'un avenant.

1-6.7. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Les clauses du présent marché peuvent être réexaminées dans le respect de l'article L2194-1 du CCP.

Les modifications peuvent porter sur l'ensemble des articles des documents contractuels sous réserve que ces modifications soient nécessaires à la bonne exécution du marché dans le respect de l'objectif de réfection de la TC du Landy sur l'A1 à Saint-Denis.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Oeuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Prolongation des délais

Les prolongations de délai seront envisagées dans les conditions exposées à l'article 18.2 du CCAG.

1-10 Propriété Intellectuelle

La DRIEAT-IF dont la DiRIF est un service, et tous les services de l'ÉTAT sont libres d'utiliser les contenus en intégralité ou partiellement des différents livrables et ceux indépendamment de la finalité, du support et du périmètre géographique et ceci sans limitation dans le temps.

Le titulaire peut diffuser, utiliser les contenus des différents documents qui lui seront remis ainsi que ceux des livrables sous réserve de rendre anonyme et non identifiables les sites et la DiRIF.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel, en cours d'exécution du marché, des modifications peuvent être apportées à la demande du pouvoir adjudicateur par signature, des deux parties, d'un avenant.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) et le détail estimatif (DE) ;
- Les décompositions des prix forfaitaires sous-détails des prix unitaires dont la liste est donnée à la fin du présent article.
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de la Qualité (SOPAQ) ;
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les mesures de sécurité à respecter sur le réseau (CCGS) ;
- Le mémoire technique ;
- Les plans, les schémas de principes et d'exploitation.

Liste des prix forfaitaires pour le lot Ouvrage d'Art

LOT OUVRAGES D'ART	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »
Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »
Tranche Optionnelle 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier »

	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution » ○ 1.6 « Moyens d'accès mobiles Échafaudages »
--	---

Liste des unitaires pour le lot Ouvrage d'Art

LOT OUVRAGES D'ART	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.2 « Reconstitution des étanchéités » ○ 2.5 « Démolition béton renformis » ○ 3.4 « Hydrodémolition » ○ 3.6 « Produits de réparation » ○ 3.8 « Béton de type C35/45 » ○ 3.11 « Percement et scellements des étriers » ○ 3.13 « Joint de parking posé en trottoir » ○ 4.1 « Immobilisation d'une équipe suite à l'annulation d'une nuit de travaux »
Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.2 « Reconstitution des étanchéités » ○ 2.6 « Démolition béton renformis » ○ 3.3 « Burinage manuel du béton » ○ 3.7 « Coffrage des longrines » ○ 3.8 « Béton de type C35/45 » ○ 3.10 « Armatures B500B pour joints » ○ 3.12 « Joint de chaussée de type mécanique » ○ 3.15 « Joint waterstop » ○ 4.1 « Immobilisation d'une équipe suite à l'annulation d'une nuit de travaux »
Tranche Optionnelle 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.4 « Injection structurelle des fissures » ○ 2.6 « Revêtement en contrepression » ○ 3.3 « Produits de réparation » ○ 4.1 « Immobilisation d'une équipe suite à l'annulation d'une nuit de travaux » ○ 4.2 « Inspection caméra ITV » ○ 4.3 « Nettoyage assainissement » ○ 4.6 « Fourniture et pose de plaques de protection au feu »

Liste des prix forfaitaires pour le lot Voirie Signalisation

LOT VOIRIE SIGNALISATION	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution » ○ 2.6 « Prise en compte du mobilier urbain » ○ 7.4 « Cheminement piéton » ○ 7.5 « Maintenance des dispositifs d'exploitation »
Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution » ○ 2.6 « Prise en compte du mobilier urbain » ○ 7.2 « Cheminement piéton » ○ 7.3 « Maintenance des dispositifs d'exploitation »

Liste des prix unitaires pour le lot Voirie Signalisation

LOT VOIRIE SIGNALISATION	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.2 « Démolition et enlèvement de la couche de roulement sur parking » ○ 2.3 « Dépose trottoirs et bordures » ○ 2.4 « Transport et stockage de trottoirs et bordures » ○ 2.5 « Repose de trottoirs et de bordures » ○ 2.9 « Béton de propreté par moyens légers » ○ 2.12 « Drain et assainissement » ○ 3.4 « Panneau de type AK5 + tri-flash (gamme normale) » ○ 4.4 « Déplacement de panneau complexe » ○ 5.5 « Marquage définitif de peinture blanche » ○ 6.1 « Panneau d'information AB1 » ○ 7.1 « Immobilisation d'une équipe suite à l'annulation d'une nuit de travaux » ○ 7.2 « Remontage escalier » ○ 7.11 « Dépose et repose de candélabres » ○ 8.4 « Fourreaux réservation arrosage » ○ 8.7 « Fourniture et mise en oeuvre d'arceaux vélos yc. scellement »
Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.5 « Balayage de chaussée » ○ 2.1 « Démolition et enlèvement de la couche de roulement sur

	<p>tabliers »</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 2.3 « Dépose trottoirs et bordures » ○ 2.4 « Transport et stockage de trottoirs et bordures » ○ 2.5 « Repose de trottoirs et de bordures » ○ 2.9 « Béton de propreté par moyens légers » ○ 2.10 « Fourniture et mise en œuvre de grave non traitée » ○ 2.11 « Grave ciment 40cm » ○ 2.12 « Grave bitume 20cm » ○ 3.12 « Bloc plastique K16 » ○ 3.15 « Feux de circulation provisoire et réglage » ○ 4.8 « Ripage de BT4 » ○ 5.8 « Marquage définitif passage piéton (6.5m de long) » ○ 6.1 « Panneau d'information AB1 » ○ 7.1 « Immobilisation d'une équipe suite à l'annulation d'une nuit de travaux » ○ 7.6 « Dépose et repose des feux » ○ 7.9 « Dépose et repose de grand mât de signalisation (>3m) » ○ 8.3 « Bordure îlot »
--	---

Liste des prix forfaitaires pour le lot Aménagement Paysager

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »
Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »

Liste des prix unitaires pour le lot Aménagement Paysager

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.3 « Mise en place couche drainante 10cm » ○ 2.5 « Fourniture et mise en oeuvre terre allégée ép. moy. 125 cm » ○ 2.6 « Fourniture et plantation arbustes 80/100 3u/m² » ○ 2.13 « Fourniture et mise en oeuvre de clôture métallique 1m yc. Scellement » ○ 2.17 « Système d'arrosage automatique »

Tranche Optionnelle 1	<ul style="list-style-type: none">○ 3.1 « Transplantation arbres »○ 3.4 « Fourniture et mise en œuvre terre allégée ép. Moy. 75 cm »○ 3.6 « Fourniture et plantation vivaces 9u/m² »○ 3.10 « Fourniture et mise en œuvre de maçonnerie béton (muret-banc) »○ 3.12 « Dépose terre »
--------------------------	---

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	36 mois
Optionnelle 2	48 mois

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

Compte-tenu des contraintes d'exploitation lié au remplacement du pont-rail au-dessus du carrefour de Soissons par SNCF Réseau en 2027, il est prévu de réaliser la tranche optionnelle 1 après cette opération. Il y aura donc une pause d'au moins 6 mois entre la fin prévisionnelle de la tranche ferme et le début de la tranche optionnelle 1.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché. en tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- En tenant compte de l'exiguïté des emprises des travaux, et de la nature des terrains ;
- En tenant compte des frais liés à la conservation des divers réseaux concessionnaires en place, et du mobilier urbain ;
- En tenant compte des frais liés au phasage des travaux ;
- En tenant compte des frais liés aux contrôles intérieur et extérieur, au pourcentage de perte et d'aléa ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie

de parfait achèvement ;

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur, au SOGED ;
- En tenant compte des sujétions liées à la situation du lieu du chantier, notamment la circulation piétons et cycles, et véhicules motorisés ;
- En tenant compte des sujétions liées à l'aménagement des zones d'installation de chantier et à son partage avec d'autres entreprises et avec l'établissement de restauration adjacent pour la zone située sous l'A86 notamment ;
- En tenant compte de l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci dessus ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;

Les prix exprimés dans le détail estimatif et le bordereau des prix sont considérés comme exprimés avec les charges de personnel notamment le personnel de contrôle, le pourcentage de perte et d'aléa, la situation du lieu des travaux, des phasages de réalisation des travaux, des mesures pour respecter le SOPRE.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

- Nombre de jours de gel constatés pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

Les valeurs limites pour les 4 points sont données dans le tableau ci-dessous :

–Nature du phénomène	–Intensité limite	–Durée ou période de mesure
–Gel	–5C°	–2 jours
–Pluie	–200 mm	–1 jour
–Neige	–20 cm	–2 jours
–Vent	–130 km/h	–1 jour

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :
Saint-Denis (93).

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Pour l'installation de la base vie, installations de chantier, et des zones de stockage, le RPA met à la disposition de l'entreprise un terrain situé Avenue du Président Wilson, sous l'ouvrage de l'autoroute A86.

Les installations sous l'A86 nécessitent un réaménagement de cet espace et une remise à l'état initial en fin de chantier. Ces travaux sont à la charge des entreprises.

Le RPA autorise également la mise en œuvre de bungalows sur la zone de travaux entre l'actuel parking du Landy et l'usine de ventilation. Toute installation sur cette zone devra s'accompagner d'une étude de chargement (à la charge de l'entreprise gestionnaire de la base-vie), la couverture étant limitée en tonnage. De plus cette zone faisant l'objet des travaux d'étanchéité lors de la Tranche Ferme, les bungalows devront être déplacés lors de cette phase de travaux.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires qui n'auront pas été remis à l'offre ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires qui n'auront pas été remis à l'offre ;

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG travaux, les décomptes ne sont pas mensuels. La périodicité sera à définir entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous couvert de la validation du maître d'ouvrage. Ces acomptes offrent au maître d'ouvrage la possibilité de procéder au remboursement de l'avance accordée.

La trame du projet de décompte mensuel sera transmise au titulaire dans un délai d'un mois après notification du marché. Cette trame sera obligatoirement utilisée par le titulaire. La trame du décompte mensuel sera mise à jour après chaque état d'acompte. Tout projet de décompte qui ne la respecterait pas sera refusé. Une notice de renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' est annexée au présent CCAP.

Avant la présentation d'un acompte, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le

début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

A. Dépenses d'équipement de chantier

Les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la première colonne du tableau suivant comprennent notamment les dépenses dont la nature est indiquée dans la seconde colonne :

Lot	Définition
VS	Établissement des clôtures et panneaux de chantiers en conformité avec l'article R.8221-1 du code du travail ;
	Installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP ;
	Branchements provisoires d'égout, d'eau et d'électricité ;
	Exécution des voies d'accès et de circulation provisoires, aires de chantier et de stockage ;
	Installations d'éclairage et de signalisation des aires de circulation et repliements ;
	Installations communes de sécurité et d'hygiène ;
	Installations de gardiennage et repliements ;
	Installations des différents réseaux de télécommunication et repliements ;
VS	Réseaux provisoires intérieurs d'eau, y compris raccordements ;
VS	Evacuations provisoires des eaux pluviales reçues par les ouvrages ;
VS	Réseaux provisoires intérieurs d'électricité et d'éclairage y compris raccordements ;
Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.	

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet de son lot.

Les titulaires qui ont négligé de faire connaître, en temps utile, leurs besoins ou ont fourni des indications erronées, lorsque de ce fait les réservations ne se trouvent pas aux emplacements convenables, supportent la charge des travaux nécessaires qui sont effectués par l'entrepreneur concerné, ainsi que toutes incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état.

B. Dépenses de fonctionnement

Les charges temporaires de voirie et de signalisation de police incombent **au lot VS**.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque intervenant doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Chaque titulaire **d'un lot** a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur et de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages temporaires fixés par le SOPRE ;
- Le titulaire **du lot VS** assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur et au SOPRE. Il coordonne la mise en œuvre des différents SOPRE notamment dans la mise à disposition des bennes de stockage (ou autres dispositifs) et leur rotation ;
- Chaque intervenant a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG, en cas de non respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

C. Compte prorata

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les titulaires:

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;
- Consommations d'eau et d'électricité ;

- Communications téléphoniques non facturées ;
- Chauffage du chantier ;
- Frais de gardiennage ;
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
 - Les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Nettoyage de fin de chantier avant réception.

Le titulaire **du lot VS** procède au règlement des dépenses portées au compte spécial dit "compte prorata" ; mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation (identifiant INSEE 001710987)

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie (identifiant INSEE 001710996)

Index	Désignation
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés (identifiant INSEE 001710997)

Index	Désignation
EV3	Travaux de création d'espaces verts (identifiant INSEE 001711016)

– Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

LOT OA	
Index	Désignation
TP02	Tous les prix du lot OA

LOT VS	
Index	Désignation
TP08	Tous les prix du lot VS sauf ceux indiqués ci-dessous pour l'index TP09
TP09	<u>Tranche ferme :</u> Prix n°2.7 « Mise en œuvre d'enrobé sur tabliers » <u>Tranche Optionnelle 1 :</u> Prix n°2.7 « Mise en œuvre d'enrobé sur tabliers » Prix n°2.13 « Grave bitume 20cm »

LOT AP	
Index	Désignation
EV3	Tous les prix du lot AP

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation

contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;

- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les montants des pénalités sont exprimés TTC et ne sont pas soumis à la variation des prix.

4-1. Délai de réalisation

4-1.1. Délai d'exécution du marché

Délai de la période de préparation :

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement à l'Article 3-1.

Délai de la période d'exécution des travaux :

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement à l'Article 3-2.

Le délai d'exécution des travaux de chacune des tranches débute à la date fixée par l'ordre de service qui précise la date de démarrage des travaux de la tranche considérée.

Les travaux de réparation à l'intérieur du tunnel du Landy de la tranche optionnelle du lot OA seront exécutés durant un maximum de 4 nuits de fermeture de l'autoroute A1.

4-1.2. Délais distincts du délai de la période d'exécution des travaux

Chaque tranche comprend plusieurs phases de travaux correspondants aux différentes zones de travaux de la couverture. Chaque phase est réalisée suivant des délais distincts dans l'ordre du tableau ci-dessous.

Les détails sur la décomposition en phase sont indiqués à l'article 1.3 du CCTP.

Pour chaque phase, les travaux associés à chaque délai distinct doivent respecter l'ordre suivant :

- dépose (lot VS) → étanchéité/joint (lot OA) → repose (lot VS) → travaux paysagers (lot AP)

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après devront être exécutés dans les délais suivants :

Délais distincts de la TRANCHE FERME				
<i>Durée maximal de la TF</i>	<i>10 mois</i>			
Phase travaux	Lot VS	Lot OA	Lot VS	Lot AP
1 – Pont de Montjoie	TF11	TF1	TF12	
Durée maximale	1 mois	4 mois	1 mois	
2 – Pont des Blès	TF21	TF2	TF22	
Durée maximale	1 semaine	2 mois	1 semaine	
3 – Pont Cabral	TF31	TF3	TF32	
Durée maximale	1 semaine	2 mois	1 semaine	
4 – Dalle du Landy	TF41	TF4	TF42	TF-AP1
Durée maximale	2 mois	5 mois	2 mois	1 mois

Les plantations sur la dalle du Landy comprises dans les prestations de la tranche ferme mais en dehors du délai fixé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Elles seront réalisées après la phase n°4 sur une période permettant de respecter la saisonnalité des plantes mises en œuvre, .

La phase n°5 concerne les travaux au sud du Carrefour de Soissons sur le plot n°38, sur les voies de gauche de l'Avenue du Président Wilson et la zone centrale.

La phase n°6 concerne les travaux au nord du Carrefour de Soissons sur le plot n°33 et 34, sur les voies de gauche de l'Avenue du Président Wilson et la zone centrale.

La phase n°7 concerne les travaux aux quatre angles du Carrefour de Soissons et sur les voies de droite de l'Avenue du Président Wilson et la zone centrale.

Afin de maintenir la circulation sur l'avenue du Président Wilson, les travaux de la phase n°7 doivent démarrer après la phase n°5 ou 6 (réouverture des voies de gauche).

La phase n°7 comprend des délais distincts à respecter pour les travaux de la zone sud du carrefour de Soissons qui démarrent à la fin de la phase n°5 dans l'ordre suivant :

Phase n°5 (TO-11 → TO-1 → TO-12) → Phase n°7 (TO-311 → TO-31 → TO-312)

La phase n°7 comprend des délais distincts à respecter pour les travaux de la zone nord du carrefour de Soissons qui démarrent à la fin de la phase n°6 dans l'ordre suivant :

Phase n°6 (TO-21 → TO-2 → TO-22) → Phase n°7 (TO-321 → TO-32 → TO-322)

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après devront être exécutés dans les délais suivants. :

Délais distincts de la TRANCHE OPTIONNELLE 1				
<i>Durée maximal de la TO1</i>	<i>12 mois</i>			
Phase travaux	Lot VS	Lot OA	Lot VS	Lot AP
5 – Plot 38 Av PW VG	TO1-11	TO1-1	TO1-12	TO1-AP1
Durée maximale	1,5 mois	3 mois	1,5 mois	1 mois
6 – Plots 33 et 34 Av PW VG	TO1-21	TO1-2	TO1-22	TO1-AP2
Durée maximale	2 mois	4 mois	2 mois	2 mois
7 – Soissons Sud Av PW VD	TO1-311	TO1-31	TO1-312	
Durée maximale	1,5 mois	3 mois	1,5 mois	
7 – Soissons Nord Av PW VD	TO1-321	TO1-32	TO1-322	
Durée maximale	3 semaines	2 mois	3 semaines	
8 – Soissons Rue Landy îlots	TO1-331	TO1-33	TO1-332	
Durée maximale	1 mois	3 mois	1 mois	

Les plantations sur les plots n°33, 34 comprises dans les prestations de la tranche optionnelle mais en dehors du délai fixé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Elles seront réalisées après la phase n°6 sur une période permettant de respecter la saisonnalité des plantes mises en œuvre.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassé les valeurs mentionnées dans le dit tableau et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche

considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-5 C°	2 jours
Pluie	200 mm	1 jour
Neige	20 cm	2 jours
Vent	130 km/h	1 jour

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Saint-Denis (93).

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO. Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités définies au présent article sont cumulables Les montants des pénalités sont exprimés hors TVA.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 5 000 €. La pénalité de retard prévue au marché s'applique au montant de l'ensemble des tranches.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT de la tranche considérée.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation aux articles 19.2.2 alinéa 2 et 19.2.3 du CCAG, en cas de retard du titulaire sur la date limite indiquée dans l'article 3-3 de l'acte d'engagement, il est appliqué les pénalités suivantes :

LOT OA	
Délais distincts	Pénalité Journalière
TF1 : Pont Monjoie TF2 : Pont des Blés TF3 : Pont Cabral TF4 : Dalle du Landy	5 000 € 3 000 € 3 000 € 5 000 €
TO1-1 : Plot 38 Av PW VG TO1-2 : Plots 33 et 34 Av PW VG TO1-31 : Soissons Sud Av PW VD TO1-32 : Soissons Nord Av PW VD TO1-33 : Rue Landy îlots	5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 €
Réfection poutre :	3 000 € /nuits supplémentaire

LOT VS	
Délais distincts	Pénalité Journalière
TF11 : Pont Monjoie dépose TF12 : Pont Monjoie repose TF21 : Pont des Blés dépose TF22 : Pont des Blés repose TF31 : Pont Cabral dépose TF32 : Pont Cabral repose TF41 : Dalle du Landy dépose TF42 : Dalle du Landy repose	5 000 € 5 000 € 3 000 € 3 000 € 3 000 € 3 000 € 5 000 € 5 000 €
TO1-11 : Plot 38 Av PW VG dépose TO1-12 : Plot 38 Av PW VG repose TO1-21 : Plots 33 et 34 Av PW VG dépose TO1-22 : Plots 33 et 34 Av PW VG repose TO1-311 : Soissons Sud Av PW VD dépose TO1-312 : Soissons Sud Av PW VD repose TO1-321 : Soissons Sud Av PW VG dépose TO1-322 : Soissons Nord Av PW VG repose TO1-331 : Rue Landy îlots dépose TO1-332 : Rue Landy îlots repose	5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 € 5 000 €

LOT AP	
Délais distincts	Pénalité Journalière
TF-AP1 : Parc du Landy aménagement	2 000 €
TO1-AP1 : Plot 38 aménagement TO1-AP2 : Plots 33 et 34 aménagement	2 000 € 2 000 €

Par dérogation à l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG, les pénalités sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global d'exécution d'une tranche est respecté.

4-3.3. Prime d'avance

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour retard dans l'exécution du programme de la période de préparation

En cas de retard dans l'exécution du programme de préparation, pour chaque tranche, entraînant un différé de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, le titulaire subit une pénalité de deux mille euros (2 000 €) par jour calendaire de retard.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution lié aux travaux de reprise pour la levée de réserves

Dans le cas où le titulaire n'a pas fait dans les délais prescrits par la décision de réception les travaux correspondant aux réserves exprimées avec cette décision, il subit la pénalité fixée à mille euros (1 000 €) par jour de retard.

4-3.2. Pénalité pour arrêt de chantier

L'arrêt de tout ou partie du chantier relatif à une erreur du titulaire, entraîne une pénalité égale à cinq mille euros (5 000 €) par jour.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

Pour chaque tranche, à la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 3 000 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution (DOE)

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

4-4.3. Nombre d'indices pour les documents

Pour chaque document que doit produire l'entreprise (note d'hypothèse, note de calcul, plan, document d'organisation générale du chantier, procédure d'exécution, SOSED, programme des études d'exécution,...), à partir du quatrième indice contrôlé (quel que soit le système d'incitation mis en place) est appliqué au titulaire une pénalité de deux cent cinquante euros (250 €) par document et par indice supplémentaire.

Les documents d'organisation générale du PAQ (la Note d'Organisation Générale du Chantier à l'article 2.6 du CCTP) ne sont pas concernés par cette pénalité, mais les procédures sont concernées.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.5. Clauses sociales concernant le/les lot(s) lots n° OA, EV, EP

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-4.9. Pénalité pour retard à l'ouverture suite à une fermeture de nuit

En cas de retard lors de la réouverture du tunnel du fait d'une mauvaise organisation du titulaire, ou de problèmes techniques liés aux interventions du titulaire, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 1 000 € la demi-heure entamée.

4-4.10. Pénalité pour annulation tardive d'une fermeture du fait du titulaire

Une annulation de fermeture ou de balisage du fait du titulaire est qualifiée de tardive si elle intervient dans un délai inférieur à 72 heures avant l'heure prévue initialement pour le début de cette fermeture ou de ce balisage.

Le titulaire encourt alors une pénalité pour annulation tardive de fermeture ou de balisage qui s'élève à cinq mille euros HT (5 000 € HT) par événement.

Cette pénalité est également applicable en cas de demande de balisage inutilisée par l'Entreprise, ce qui correspond à une situation où le balisage est en place sans que des travaux significatifs ne soient effectués.

4-4.11. Pénalité relative au non-respect des règles de sécurité : Infractions

Le strict respect des conditions d'exploitation des espaces publics, et notamment du balisage, de la signalisation de chantier, des conditions de circulation de chantier (de personnels ou de véhicules), définis dans le projet des installations de chantier - dans les procédures d'exécution - dans le PGCSPPS,... est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité tant des usagers que des personnels de chantier, et de maintenir des conditions convenables de communication pour les riverains du chantier. Ainsi il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces principes.

Une pénalité de mille cinq cent euros (1500 €) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité par le maître d'oeuvre, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels mis en cause.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Les entrées et sorties de chantier non conformes au dossier d'exploitation,
- Le non-respect de la signalisation de chantier et dispositifs de sécurité,
- Les manœuvres interdites sur voies circulées,
- La mise en oeuvre de balisage ou de signalisation de chantier non conforme au dossier d'exploitation, et aux arrêtés municipaux, départementaux ou préfectoraux,
- L'absence de remise en état du balisage et de la signalisation de chantier s'ils ont été dégradés.

Les pénalités pour mise en oeuvre non conforme ou absence de remise en état du balisage ou de la signalisation de chantier pourront être appliquées journalièrement tant que ceux-ci ne seront pas conformes au dossier d'exploitation.

Les pénalités sont cumulables.

4-4.12. Pénalité relative au non-respect des règles de sécurité : Infractions aux

Le strict respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le PGCSPPS est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité et la santé des personnels de chantier.

Ainsi il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces règles.

Une pénalité de mille euros (1000 €) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Le défaut de port de gilets ou boudriers ou casques obligatoires ou des chaussures de sécurité
- L'absence de gyrophare et de marquage rouge et blanc des véhicules admis sur le chantier

(plaque magnétique « SERVICE »).

- non-respect des règles de sécurité du chantier lié à la circulation.
- Traversée de voies par le personnel

Ces pénalités pourront être appliquées journalièrement tant que l'infraction en cause persistera.

Les pénalités sont cumulables.

4-4.13. Autres pénalités diverses

Retard dans la remise des documents de chantier:

– En cas de non remise, le lendemain avant douze heures, de la fiche de chantier quotidiennement établie par la titulaire et annexée au journal de chantier (article 1.8 du CCTP), il est appliqué une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.

– En cas de non remise, pendant l'exécution des travaux, des rapports hebdomadaires établis par la titulaire (article 1.8 du CCTP) et adressé au maître d'œuvre, il est appliqué une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.

Non respect des conditions d'hygiène et sécurité:

– Lorsqu'il sera constaté un manquement aux règles d'hygiène et sécurité par le CSPS, des pénalités seront appliquées s'il n'est pas apporté une réponse au problème soulevé dans le délai indiqué au journal. Le montant de cette pénalité est de 200 € par jour. Elle sera calculée à partir du jour où le CSPS aura exprimé par écrit le problème sur le registre journalier.

Surveillance, entretien, astreinte et maintenance non conformes: (lot VS)

Dans le cas où la surveillance quotidienne de la signalisation et du balisage sur le carrefour de Soissons n'est pas assurée dans les conditions prévues par la notice exploitation sous chantier du bordereau (pièce 2.2.2) ou n'est pas assurée du tout, le titulaire du lot VS s'expose à l'application d'une pénalité de 500€ par constatation. La non remise du rapport d'intervention quotidien, ou la remise d'un rapport pouvant être remis en cause par les visites de l'exploitant sont considérés comme un défaut de surveillance.

Dans le cas où l'entretien hebdomadaire de la signalisation et du balisage sur le Carrefour de Soissons n'est pas assuré dans les conditions prévues au chapitre 2 de l'annexe Exploitation du CCTP ou n'est pas assuré du tout, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de 2 000 € par constatation.

Dans le cas où l'astreinte vis-à-vis de la signalisation et du balisage sur le Carrefour de Soissons définie dans la notice exploitation sous chantier du bordereau (pièce 2.2.2) n'est pas assurée dans les conditions prévues ou n'est pas assuré du tout, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de 5 000 € par constatation.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	Lot	①
Ferme	OA	30 %
	VS	30 %
	AP	30 %
Optionnelle 1	OA	30 %
	VS	30 %
	AP	30 %
Optionnelle 2	OA	30 %

① % du montant initial TTC de la tranche du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la tranche du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche du lot atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une

avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'oeuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en

compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire **du lot VS** contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

- Pont Montjoie
- Pont des Blés
- Pont Cabral

- Dalle du Landy
- Plots 38
- Pont de Soissons
- Plots 33 et 34.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages. :

- Les regards d'assainissements
- Profil en travers des chaussées et trottoirs sur les ouvrages
- Mobilier urbain sur ouvrages

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire en concertation avec le maître d'œuvre :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement

d'exécution de la période de préparation ;

Il est accompagné :

- Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter
 - Piquetage général et piquetage spécial contradictoires ;
 - Constat contradictoire de l'état des lieux ;
- Par les soins du maître d'œuvre :
- Remise des plans descriptifs de l'ouvrage ;
 - Vérifications des documents fournis par le titulaire ;
 - VISA des documents fournis par le titulaire.
- Par les soins du titulaire :
- Établissement et mise au point du SOPRE ;
 - Établissement du Plan Qualité « PAQ » (article 2-5 du CCTP), accompagné notamment :
 - du document d'organisation générale du chantier (article 2-6 du CCTP) ;
 - du document des procédures d'exécution (article 2-7 du CCTP).
- Le PAQ comprendra notamment :
- Liste et type de matériels employés ;
 - Fiches techniques des produits ;
 - Fiches techniques relatives aux équipements ;
 - Épreuves de convenances.
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
 - Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad (compatibles Autocad 2014), les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

- Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :
- **Terrain situé Avenue du Président Wilson, sous l'ouvrage de l'autoroute A86**
- **Zone de la couverture située entre l'actuel parking du Landy et l'usine de ventilation**

dans les conditions suivantes :

- Les installations sous l'A86 nécessitent un réaménagement de cet espace et une remise à l'état initial en fin de chantier. Ces travaux sont à la charge de l'entreprise.
- Toute installation sur la zone située entre le parking du Landy et l'usine de ventilation doit faire l'objet d'une note de calcul de vérification de la descente de charge, et d'une remise à l'état initial en fin de chantier. Ces travaux sont à la charge de l'entreprise.

Les installations de chantier à mettre en oeuvre par le titulaire sont détaillées dans le paragraphe 4.3 du CCTP. Le lot VS sera principalement en charge de la gestion de la base-vie.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont applicables dans le cadre du chantier, dans le respect du SOPRE mis en oeuvre. Dans le cadre des travaux, les SOPRE, SOGED, et SOPAQ prévalent sur les stipulations du CCAG sans y déroger.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT) dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée de manière générale par le titulaire du **lot Voirie Signalisation**.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés, sont réalisées par l'entreprise qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

En revanche les fermetures de l'autoroute A1 et les déviations correspondantes seront réalisées par la DiRIF.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire du lot VS est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- 1 panneau AK5 + flash ;
- 6 K5c ;
- 1 B14 (30km/h) ;

- 1 feu KR2 ;
- 1 support pour chaque supplémentaire ;
- 2 Batteries.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG (article 31.7) sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux ou l'installation de chantier sont les suivantes :

En matière de dégradation aux voies publiques, le titulaire assumera seul les frais de réparation causé par le passage de ses engins de chantier ou une mauvaise gestion de la zone d'installation.

Un état des lieux sera établi avant les travaux entre le titulaire et la maîtrise d'œuvre pour définir les zones qui feront l'objet de réparation.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

- Toute intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants sur le lieu d'exécution du

marché est soumis à l'accord du maître d'œuvre, et en fonction du programme de fermeture et de neutralisation des voies du service exploitant de la DiRIF pour l'autoroute A1,

- Toute intervention sur l'autoroute A1 est précédée d'un rendez-vous à l'UER de Saint-Denis,
- L'accès au chantier:
 - Accès sur les ouvrages : l'accès sera fait directement par la voirie communale (Avenue du Président Wilson), après autorisation de l'exploitant et du maître d'œuvre.
 - Accès aux issues de secours : l'accès est possible par la voirie communale, après demande de déverrouillage des portes par le poste de contrôle du tunnel du Landy.
 - Accès à l'intérieur du tunnel : l'accès est possible sous fermeture de l'autoroute par les bretelles de service appropriées, après autorisation de l'exploitant et du maître d'œuvre.
- Toute intervention (visites pendant la période préparation, exécution des travaux) du titulaire sur l'autoroute A1 est effectuée sous protection de l'UER de Saint-Denis, sous fermeture (de nuit) ou neutralisation de voies.
- Toute intervention (visites pendant la période préparation, exécution des travaux) du titulaire sur les voiries communales est effectuée après autorisation de l'exploitant (EPT Plaine-Commune) et du maître d'œuvre.
- La signalisation sur la voirie communale (balisage lourd et signalisation horizontale et verticale) est réalisée par le titulaire du présent marché sous le contrôle de l'exploitant (EPT Plaine-Commune),
- Le titulaire doit respecter les limitations de charge des différents ouvrages.
- L'évacuation des déchets est détaillée dans le SOGED qui est soumis au visa du maître d'œuvre.
- Les nuisances sonores doivent être conformes à la réglementation en milieu urbain ;
- Durant les travaux, le pont de Soissons demeurera exploité sauf nécessité absolue.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG (article 28.5) s'appliquent, notamment son renseignement, sa gestion et sa disponibilité pendant la période de travaux.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 40 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

- Chaque tranche fait l'objet d'une réception partielle à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
La réception partielle de chaque tranche ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP,
- Le titulaire du lot VS est chargé d'aviser le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Outre les réceptions partielles à la fin de chaque tranche, les ouvrages suivants feront l'objet d'une réception partielle en cours de chantier :

LOT OA
Désignation des ouvrages, parties d'ouvrages ou prestations
Joints et étanchéité du pont Montjoie
Joints du pont des Blés
Joints du pont Cabral
Joints et étanchéité de la dalle du Landy
Joints et étanchéité du plot 38
Joints et étanchéité du pont de Soissons
Joints et étanchéité des plots 33 et 34

LOT VS
Désignation des ouvrages, parties d'ouvrages ou prestations
Pont Montjoie
Pont des Blés
Pont Cabral
Dalle du Landy avant aménagement paysager
Plot 38
Pont de Soissons avant aménagement paysager (du plot 37)
Plots 33 et 34 avant aménagement paysager

LOT AP
Désignation des ouvrages, parties d'ouvrages ou prestations
Parc du Landy avant plantations
Pont de Soissons (plot 37) avant plantations
Plots 33 et 34 avant plantations

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;

- Les prescriptions de maintenance ;
- Les notes de calcul;
- Les fiches d'agrément des produits;
- Le contrôle intérieur et les levés de point d'arrêt;
- Les résultats des épreuves de convenance et de contrôle;
- Le planning;
- Les photographies;
- Les fiches de non conformités;
- Le journal de chantier;
- Les comptes rendus de réunion;
- Les correspondances.

En précision de l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'oeuvre tous les documents, en 4 exemplaires : trois versions papier et une version sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le DOE devra être fourni dans les 90 jours après la fin de l'exécution des travaux de chaque tranche (date retenue dans la décision de réception), sous peine de l'application des pénalités indiquées à l'article 4.4.2.

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

9-7. Garanties particulières

Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les joints pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article

50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

En application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, le marché comporte une clause sociale d'insertion obligatoire.

A ce titre, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution du marché, à réserver des heures de travail au bénéfice de personnes qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Le titulaire s'engage à réaliser sur la durée d'exécution du marché, au minimum, le nombre d'heures déterminé à partir du montant hors taxe de son offre financière.

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engagera à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par le ou les sous-traitants. A cet effet, il devra explicitement faire mention, dans le contrat de sous-traitance du nombre d'heures d'insertion dues en application de la clause. Les obligations du titulaire vis-à-vis du facilitateur mentionné à l'article 11.3 s'imposent au(x) sous-traitant(s).

Le volume des heures d'insertion que doit réaliser un sous-traitant tient compte de la nature, du montant et de la durée des prestations qui lui seront confiées.

Quel que soit le nombre de sous-traitants, **le titulaire du marché est responsable du respect des engagements contractuels tant sur la quantité que sur la qualité.**

Il doit s'attacher à faire en sorte que l'exécution de la clause sociale d'insertion par les sous-traitants, puisse permettre un accès diversifié aux différents métiers du bâtiment et des travaux publics.

Cette clause est applicable au(x) lot(s) suivant(s) :

- **Lot 1 Génie Civil : Remplacement des joints, des étanchéités et réparations des issues de secours**
- **Lot 2 Voirie Signalisation : Travaux de voirie (enrobées, terrassement, trottoirs, ...), signalisation et Gestion de la Base Vie**
- **Lot 3 Aménagements paysagers**

11-1. Le nombre d'heures à réaliser

Estimation HT	Tranche Ferme	Tranche Optionnelle N°1	Tranche Optionnelle N°2
LOT 1 Génie Civil	1885h	1885h	0
LOT 2 Voirie Signalisation	975h	1775h	-
LOT 3 Aménagements paysagers	660h	330h	-
	3520h	3990h	

La clause sociale s'appliquera uniquement à la tranche ferme et à la tranche optionnelle N°1 des 3 Lots : Génie Civil, Travaux de Voirie, signalisation et Gestion de la Base Vie, Aménagements paysagers dans l'hypothèse où la tranche optionnelle est affirmée.

Le montant et la durée de la tranche Optionnelle N°2 ne sont pas pertinents pour la mise en place d'heures d'insertion.

A l'occasion de l'exécution du Marché, il sera obligatoirement réservé **sur la tranche ferme un minimum de 3520 heures et sur la tranche optionnelle 3990h**, sur le temps total de main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations du Marché.

Dans le mode de calcul des heures d'insertion à réaliser dans le Lot 3 (tranche ferme et optionnelle),

a été pris en compte la spécificité de la courte durée de son exécution (moins de 3 mois).

Le calcul des heures d'insertion du Lot 2 quant à lui prend en compte l'intégration de la gestion de la Base Vie, dont les heures totales réalisées ne pourront pas dépasser 30% des heures d'insertion dévolues au Lot 2.

11-2. Engagements du Titulaire en matière d'insertion sociale

Les personnes en insertion pourront occuper des postes tant dans des fonctions de production que sur des fonctions dites « supports à l'entreprise ».

Le recrutement des personnes en insertion pourra s'effectuer tout au long de la durée du marché.

Une attention particulière sera portée sur la montée en compétences des personnes en insertion et sur le tutorat proposé par le Titulaire.

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le Titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de personnes prioritaires par l'intermédiaire de ses sous-traitants, qu'il aura à charge d'informer et pour lesquels il sera comptable des heures d'insertion réalisées.

11-3. Mise en œuvre de l'action d'insertion sociale par le Titulaire

11-3.1. Personnes concernées

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ; salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, CEJ, ... ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi (QPV) ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, **du facilitateur des Clauses Sociales**, du PLIE, des Missions Locales, de Cap emploi, des Agences Locales pour l'Insertion ou des MDPH.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, **sur avis motivé du Facilitateur en concertation avec le Titulaire**, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics passera nécessairement par la validation du facilitateur préalablement à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale reposera sur les statuts des personnes et non sur la nature des contrats (par exemple : un contrat en alternance pourra-être proposé mais ne constituera pas un critère d'éligibilité à la clause sociale).

11-3.2. Coordonnées et missions du Facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, le Titulaire fera appel au Facilitateur référent de l'Etablissement Public Territorial de Plaine Commune.

Farid Benzaia

Chargé de Mission Emploi et Formation

Direction Emploi et Formation

farid.benzaia@plainecommune.fr

3 rue de la Procession 93210 La Plaine Saint-Denis

Portable : 06 23 62 04 36

Dans ce cadre, Plaine Commune a pour mission :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner le titulaire dans la définition de ses besoins en recrutement (nature du poste, compétences ...),
- Aider à la recherche de candidats éligibles à la clause sociale
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation
- Organiser le suivi des candidats ;

11-3.3. Modalités de mise en œuvre

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrat en alternance
- La **mise à disposition de salariés** éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- La **mise à disposition de salariés** éligibles via le recours à une entreprise de travail temporaire (ETT') (*cf note sur la convention tripartite*)
- **Le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

11-3.4. La comptabilisation des heures d'insertion

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage et se clôturera à la date de fin de ce marché.

Sera comptabilisée toute heure de travail réalisée sur l'opération et dûment payée au salarié ou à la structure dans le cas de mise à disposition ou de sous-traitance/co-traitance.

Pour les salariés recrutés en application de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées comme des heures travaillées, les heures de formation réalisées :

– Dans le cadre des contrats en alternance (apprentissage, professionnalisation, contrat d'insertion professionnelle intérimaire et contrat de développement professionnel intérimaire) ;

–

– Dans le cadre du dispositif de la préparation opérationnelle à l'emploi individuelle, financé en partie par France Travail et mis en œuvre par l'employeur selon l'une des trois modalités possibles :

. Le tutorat : l'entreprise définit le plan de formation et désigne un tuteur ;

. La formation théorique : l'entreprise choisit un organisme de formation agréé ;

. L'action de formation en situation de travail (AFEST) en entreprise : un formateur (OF agréé) organise et encadre la formation sur le terrain en lien avec un tuteur désigné par l'entreprise.

– Dans le cadre du dispositif de la préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) qui peut être mis en place à l'initiative d'une ou plusieurs branches professionnelles et de leurs opérateurs de compétences (OPCO) en réponse à des besoins de recrutement de leurs entreprises adhérentes.

Si l'entreprise a recours au contrat de travail à durée déterminée (recrutement direct ou contrat de mise à disposition), seront prises en compte au titre des heures d'insertion, les heures réalisées par la personne en application de son contrat de travail.

Si le contrat de travail est signé pour la durée des travaux, les heures de travail réalisées par le salarié sont comptabilisées au titre des heures d'insertion jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La mise à disposition de salariés en insertion par une ETT est régie par [l'accord du 7 septembre 2005](#) relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 124-2-1-1 du code du travail, prévoyant notamment la mise en place d'une [convention tripartite sur le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi](#).

Si, à l'issue de l'exécution du marché, l'entreprise recrute le salarié en contrat de travail à durée indéterminée et qu'elle est attributaire d'un nouveau « marché clause », elle pourra solliciter du

Maître d'ouvrage et du facilitateur, la comptabilisation des heures de travail réalisées par ledit salarié au titre des heures d'insertion dont elle est redevable pendant une année (soit un crédit de 1607 heures d'insertion).

11-3.5. La Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, l'entreprise est attributaire, de façon concomitante, de plusieurs marchés du maître d'ouvrage, comportant une clause sociale d'insertion, elle peut solliciter la globalisation des heures d'insertion au bénéfice d'une (ou de plusieurs) personne(s). La demande de globalisation est également recevable si l'autre ou les autres marché(s) relève(nt) d'un autre ou d'autres maître(s) d'ouvrage qui consentent à la mise en œuvre de cette procédure.

L'opération de globalisation permet de mieux prendre en compte les préoccupations de l'entreprise en matière de gestion des ressources humaines tout en favorisant le parcours d'insertion de la personne (ou des personnes) bénéficiaire(s) du (des) contrat(s) de travail lié(s) à la clause sociale

11-3.6. Contrôle de l'action d'insertion sociale

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion professionnelle pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

Le Titulaire transmettra mensuellement tous renseignements utiles (justificatifs de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, le tableau de relevé des heures dûment remplis, ...) propres à permettre l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion sera effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage constaterait que le non-respect de la clause d'insertion n'est pas imputable au Titulaire, sur la base d'éléments vérifiés de manière contradictoire, les pénalités ne seront pas appliquées.

Le facilitateur transmettra à cette fin au rythme mensuel, le tableau de relevé des heures d'insertion mensuelles des personnes éligibles à la clause d'insertion.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3.10		
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-1.1	déroge à l'article	18.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG

CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinea du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinea du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.4	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge à l'article	41.1 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes